



Présentation

Il peut apparaître audacieux, sinon présomptueux, de proposer une analyse de (ou des) *Grandes Œuvres politiques*. Serait-il possible de s'accorder aisément sur les auteurs à retenir, les ouvrages à sélectionner ? Ne serait-il pas moins hasardeux de se considérer comme un commentateur avisé de chacune d'entre elles, voire un esprit capable d'en discerner avec précision et fermeté l'argumentation, et la rendre aisément compréhensible – sans la mettre « à plat » par des développements nécessairement concis –, alors qu'elle n'a généralement jamais cessé de questionner ses lecteurs depuis sa rédaction ? Sur le terrain rarement serein des idées politiques, l'on sait qu'il faut toujours raison garder. Dès lors, le projet ne peut qu'être moins ambitieux, mais peut être plus raisonnable s'il est encadré par quelques lignes directrices qui doivent lui donner sa cohérence.

Quelle signification accorder à l'expression « grandes œuvres politiques » ? Tout d'abord, une *œuvre*, en matière littéraire, peut être assimilée *stricto sensu* à une série de signes et de matériaux mis en forme dans un ouvrage par son auteur, mais on parle aussi de l'œuvre *lato sensu* si l'on considère l'ensemble des productions de ce dernier. L'œuvre *politique* se différencie des autres en ce qu'elle concerne avant tout les fondements et perspectives de la Société, le Pouvoir, la Souveraineté, l'État, la Constitution, les régimes politiques, la répartition des pouvoirs, et plus largement qu'elle s'inscrit dans une interrogation fondamentale sur la liberté et l'égalité. Elle s'intègre

aussi dans une Histoire des idées politiques. Mais, comment identifier une *grande* œuvre ? Il ne suffirait pas qu'elle soit consensuelle à un moment donné, en phase avec une transformation de la société ou en rupture avec une tradition. Elle doit avoir marqué son époque, bénéficié d'une résonance historique, et ne pas être tombée définitivement dans l'oubli. Elle se distingue seulement dans l'ordre qualitatif car elle est jugée capitale, considérable, essentielle, sans être nécessairement grandiose ou magnifique, prémonitoire ou utopique, facteur d'une évolution de la société ou gage d'un retour à un passé révolu. En tout cas, elle doit avoir répondu « aux préoccupations, aux passions du moment, d'un moment » (Jean-Jacques Chevallier). Dans ce cadre, quatorze textes ont été choisis, qui ne sont pas « les » grandes œuvres politiques de la société occidentale, mais plus probablement « des » grandes œuvres de celle-ci. Une représentation équilibrée des diverses périodes historiques est assurée, tout en privilégiant la pensée depuis le XVIII^e siècle. Pour chaque auteur retenu, il n'a pas toujours été préféré son ouvrage le plus célèbre ou le plus abouti formellement, mais le plus représentatif, même s'il est resté inachevé ou a été publié à titre posthume.

Comment appréhender ces « grands œuvres » ? La contextualisation historique et théorique est indispensable, l'intégration du texte dans les écrits de l'auteur ne l'est pas moins. Un positionnement méthodologique conduit à n'appréhender une pensée, en principe, que par rapport au mouvement des idées qui l'a précédé ou accompagné. On ne se projette au-delà de la date de publication d'un ouvrage que pour mettre en perspective, le cas échéant, l'évolution des conceptions de son auteur. D'une manière générale, il n'est jamais procédé ni à un large résumé préalable des livres, ni à une quête absurde visant à en exposer toutes les facettes. C'est une *lecture* qui est présentée, avec ses clés d'analyse. On ne se refuse pas à faire apparaître des limites conceptuelles, tout en laissant « sa chance » à tout auteur. En réalité, il s'agit d'offrir au citoyen contemporain un accès méthodologique à un *corpus* politique divers et complémentaire, des visions du monde parfois opposées, en le laissant largement libre du jugement qu'il estimera approprié. Lire, analyser et appréhender de manière critique de grandes œuvres politiques est un excellent moyen de discipliner sa propre pensée, d'accéder à une distance avec la réalité politique contemporaine afin d'en évaluer les forces et les faiblesses. Toute histoire des idées politiques est citoyenne par excellence.

1

La République

(env. 385-375 av. J.-C.)

PLATON

(428-348 av. J.-C.)

Après les invasions des « siècles obscurs », les cités grecques – *polis* – se constituent vers les x-ix^e siècles av. J.-C. (royaumes homériques). L'écriture, d'origine phénicienne, se répand dans le monde hellénique. Dès le vi^e siècle, Athènes essaie d'unifier les villes de l'Attique, mais s'oppose à Sparte. À l'aube du vi^e siècle, Solon (640-558) pose les premiers principes de la démocratie par une législation politique et sociale. Au siècle suivant, la Cité athénienne – sous la direction du stratège Périclès (490-429), chef du parti démocratique – en vient à éclipser toutes les autres villes sur le plan intellectuel et culturel. Le conflit perdure avec Sparte qui développe une organisation de type militaire. Une trêve de trente ans est conclue, puis rompue en 432. C'est le début de la guerre du Péloponnèse, qui met également aux prises les colonies et les alliés des belligérants. La Cité athénienne se révèle incapable d'organiser ni sa défense, ni ses offensives. Sparte finit par l'emporter (404). Trente tyrans appuyés par les vainqueurs – dont Critias – s'emparent du pouvoir à Athènes. Lorsqu'ils sont renversés (403), la démocratie est rétablie, mais vite contestée. À l'aube du iv^e siècle – au moment où Socrate est condamné à mort par le tribunal des Hélistes (399) – débute une crise générale du monde grec. Elle est, d'abord, économique et sociale : de nombreuses terres sont dévastées, la paysannerie est endettée, des populations ont été déplacées vers les villes, les activités économiques ont du mal à repartir, le clivage entre les riches et les pauvres est de plus en plus mal ressenti. La crise est également politique : les oppositions entre factions multiplient les procès qui confisquent les biens des condamnés, les charges liées à la protection militaire et aux nombreuses institutions pèsent fortement – l'armée est de plus en plus constituée de mercenaires attirés par la solde. Les Athéniens ne s'investissent plus guère dans la vie politique. La société

est en décadence. En 333, l'armée de Philippe de Macédoine l'emporte sur les troupes grecques. Une nouvelle ère s'annonce.

I. Platon et son œuvre

A. La biographie

Platon est né à Athènes, vers 428 av. J.-C. – au début de la guerre du Péloponnèse. Appelé Aristoclès, il a été surnommé Platon car il avait « les épaules larges » (*platus*). Sa famille appartient à la grande aristocratie : son père est un ami de Périclès, sa mère est apparentée à Solon et Critias. Il connaît une enfance heureuse, dont il gardera un souvenir ému, malgré l'état de guerre et l'opposition entre les factions ruinant la Cité. Il est rapidement attiré par la science et la philosophie, mais aussi le sport. Élève de Socrate (470-399) dès 407, il en devient le disciple. Socrate est hostile à l'idéologie démocratique de son époque à laquelle il reproche de ne pas dépasser le stade intellectuel de l'opinion. Il n'a jamais cessé de s'opposer aux sophistes – notamment Protagoras (490-420) et Gorgias (483-395) – qui utilisent le langage comme instrument de pouvoir et de persuasion, et non de connaissance. Appelés « intellectuels » ou « professeurs rémunérés », ils sont accusés de développer un savoir-faire, une technique, et nullement une science. Au contraire, Socrate s'efforce de « faire accoucher les esprits » par la maïeutique, de chasser les « certitudes » erronées qui sont appuyées sur la tradition, le scepticisme généralisé, la connaissance encyclopédique ou le bavardage rhétorique. Accusé d'impiété et de corruption de la jeunesse par la Cité – plus exactement de ne pas adhérer aux valeurs démocratiques de l'époque – il est condamné à mort en 399 ; Platon rédigera un plaidoyer pour sa défense.

Déjà déçu par le régime de terreur des Trente Tyrans (404-403), notamment par Critias auquel était liée une partie de ses parents et amis, Platon l'est encore plus par la démocratie qui lui a succédé et vient de condamner son maître. Il décide de s'éloigner d'Athènes. Il réside trois ans à Mégare, puis part vers l'Égypte et les colonies grecques d'Italie du Sud. En Sicile, il se lie avec le prince Dion. Mais, il s'oppose vite au tyran de Syracuse – Denys l'Ancien – qu'il avait peut-être espéré transformer en despote éclairé. Écarté, puis embarqué sur un navire spartiate, il finira même par être vendu comme esclave, avant d'être racheté et finalement libéré.

Il regagne Athènes. Dès son retour, il fonde l'Académie à l'extérieur de la ville – en 387 – où seront enseignées la philosophie et les mathématiques en vue d'une formation politique. Lorsque Platon est invité par le nouveau tyran de Syracuse – Denys II – il repart pour la Sicile (366) : c'est à nouveau un échec pour l'application de ses idées. Il retrouve Dion lors d'un troisième voyage dans l'île (361) – dont il pense qu'il pourrait incarner le « roi philosophe » permettant de diriger la Cité juste, mais celui-ci meurt peu après, à la suite d'une tentative de coup d'État. De retour dans sa cité natale, le philosophe se consacre désormais à prôner dans ses écrits et ses enseignements la régénération de la Cité. Il meurt à l'âge de quatre-vingts ans, en 348 av. J.-C.

B. L'œuvre

La plupart des écrits de Platon nous sont parvenus par le biais de manuscrits byzantins. Ils prennent généralement la forme de dialogues. Près d'une trentaine sont considérés être de sa main. *L'Apologie de Socrate*, *Gorgias* et *Ménon* sont les œuvres où l'influence socratique est la plus forte (env. 390-385). *Phédon*, *Le Banquet* et *La République* témoignent de la maturité du philosophe (385-370). *Le Sophiste*, *La Politique* et *Les Lois* sont des œuvres tardives (370-348). La plupart des textes, et surtout de la période « socratique », relèvent autant de la mythologie, de la métaphysique ou de la poésie que de la philosophie générale. *La République* (385-375), *La Politique* et *Les Lois* (posthume) constituent le sommet de la pensée politique platonicienne ; la première œuvre apparaît déterminante, les deux autres y apportent des précisions ou des modifications. *Les Lois* – dialogue où Socrate n'apparaît pas – sont restées inachevées, mais Platon profite d'une proposition sur l'organisation d'une colonie en Crète pour donner une dimension plus empirique à ses théories, tout en amendant assez sensiblement certains aspects précédemment exposés.

La République (388-375) a pour titre la transcription latine de *politeia* au sens de Constitution ou de *res publica* (choses publiques), et non de désignation d'un type particulier de régime politique. On est confronté à un dialogue très développé qui prend la forme d'une conversation entre Socrate et quelques interlocuteurs au port du Pirée. La démarche est socratique : Socrate se moque d'abord de son interlocuteur, le met en contradiction afin de le conduire à reconnaître son ignorance ; le maître précisant que lui-même ne sait rien (ironie socratique). Puis, la maïeutique

intervient : Socrate aide l'interlocuteur à concevoir des pensées, les redresser et se diriger vers la vérité, bref à raisonner. Le thème central de *La République* est la Justice. En dix livres, Platon envisage successivement les conceptions courantes sur la justice (I), sa définition socratique (II-IV), les conditions de réalisation de la Cité juste (V-VII), l'injustice dans la Cité et dans l'individu (VIII-IX) et les récompenses qui peuvent être attendues dans une Cité juste (X).

Platon veut faire prendre conscience de la décadence des cités grecques et de la démocratie athénienne qui a fini par condamner Socrate. C'est aussi, et surtout, l'occasion de proposer une régénération de la Cité fondée sur une théorie métaphysique des Idées. Il s'agit d'appréhender la Cité dans ce qu'elle a de plus permanent et de plus profond : l'idée de Justice dans la perspective du Bien. La démarche n'est pas nécessairement utopique car la réalité politique du IV^e siècle est présente dans l'argumentation. On est moins confronté à une représentation idéale de la Justice qu'à la proposition d'une Cité théorique conforme à l'idée du philosophe, et dotée par nature du meilleur régime. La réussite du projet platonicien suppose une aristocratie des philosophes capable de stabiliser une Cité juste, et l'empêcher de se corrompre tôt ou tard. L'ambition est considérable, mais le risque philosophique également : celui de saisir la nature d'une Cité du passé plus ou moins imaginaire, et difficile à réaliser dans le futur. En réalité, Platon essaie de remonter au temps de la Cité des origines, de l'appréhender et d'en déduire ce qu'il faudrait pour qu'elle devienne la Cité des philosophes, la Cité juste. Le modèle proposé doit permettre de mieux orienter l'éducation dans la perspective de la Justice et du Bien, mais aussi d'apprécier les régimes de l'époque. Dans cette démarche, où l'accès à la connaissance est déterminant, le philosophe est conduit à préciser l'idée de la Cité juste pour proposer, ensuite, une classification des régimes politiques qui oppose des régimes imparfaits au gouvernement des philosophes qu'il souhaite.

II. La Cité juste

Ne parvenant pas à convaincre de mettre en vigueur sa conception du pouvoir politique, Platon a décidé de développer une théorie de la Cité afin d'agir sur la réalité. Il a espéré qu'elle finirait par rallier à sa cause un roi, voire un tyran, prêt à devenir philosophe. Dès lors que la Cité est un

organisme vivant, il faut partir du monde des idées et de la formation de la classe supérieure pour en construire le modèle.

A. Du monde des idées à la formation des philosophes

La République invente et donne son sens au mot idée en opposant *ideos* et *idea*. Un *eidos* désigne ce qui apparaît – qu'elle qu'en soit la manière – et permet à l'« être » de se donner à voir, de revêtir un aspect intelligible. En ce sens, c'est une forme ou une « idée ». *A contrario*, une *idea* est dépourvue d'un contour visible, du moins susceptible d'être matérialisé. Si la référence à l'« impair » est une *idea*, le chiffre « cinq » est un *eidos*. L'âme est aussi une *idea* car elle est dépourvue d'un contour visible et déterminé. On peut donner plusieurs noms à une même chose, ou un même nom à différentes choses, mais seul l'« être » est capable de réaliser cette opposition, nullement le langage. L'idée platonicienne est donc la résolution du multiple (qui relève du sensible) dans « l'un ». C'est un modèle abstrait, parfait, éternel et invisible – dont les phénomènes naturels n'en présentent que des ombres – qui permet à l'homme de ranger plusieurs choses sous un seul et même principe. On peut ainsi identifier l'idée du Bien – idée supérieure distincte du plaisir sensible – qui relève du domaine intelligible ouvert à la seule raison. Pour y accéder, il faut « avoir parcouru le chemin le plus long », dont elle constitue le point ultime en permettant l'intelligibilité des choses et l'accession au principe supérieur qui les ordonne en un tout (VI, 504d). Dans le raisonnement platonicien, l'idée devient un modèle directeur qui ne correspond pas nécessairement à l'action que l'on voudrait mener dans la Cité, mais qui sert de point de repères. Elle n'entraîne aucun mépris du réel. L'idée du Bien, par exemple, fait apparaître les choses telles qu'elles sont, et permet de les appréhender comme solides. Elle n'est toutefois pas seulement une idée morale car il faut un effort de réflexion pour y accéder. L'idée de Justice est également une idée supérieure : elle aide à appréhender l'idée de Cité, qui devra être stabilisée par l'idée de Bien. Une telle attitude de pensée suppose qu'il soit possible de prendre de la distance vis-à-vis du monde. Or, la décadence d'Athènes a mis Platon dans cette situation : la Cité est promise à la disparition si rien n'est fait pour la sauver. Pour réagir, il faut être capable d'accéder au monde des idées qui ne peut s'ouvrir qu'à des individus plus qualifiés que la moyenne pour construire une Cité juste et la gouverner. Seule la République des philosophes peut posséder cette capacité.

L'allégorie de la caverne est une narration métaphorique qui permet à Platon d'aborder les degrés de la connaissance, le passage de l'ignorance au savoir (VII, 514a-521c). Elle se présente comme un récit condensé en quelques pages qui offre une vision globale et cohérente du monde et de l'homme. Le philosophe imagine une caverne obscure avec seulement un accès où peut passer la lumière, des hommes enchaînés à l'intérieur depuis l'adolescence face à une paroi – qui est opposée à l'entrée – sans pouvoir tourner la tête. Ils peuvent seulement voir se former des ombres et entendre des paroles dont ils ne peuvent discerner l'origine. L'un d'entre eux fait l'objet d'une libération : il progresse vers la sortie, et réalise qu'il prenait pour la réalité des ombres créées par des objets animés par des marionnettistes situés derrière lui ; c'est un feu qui projetait ces ombres sur la paroi de la caverne face à laquelle il était enchaîné. L'individu libéré passe de la compréhension du monde sensible au monde intelligible. Sa libération se poursuit hors de la caverne : on le contraint à aller contempler le soleil, image sensible de l'idée du Bien. Par cette allégorie, Platon montre qu'il y a des degrés de connaissance selon la clarté de la perception. Désormais, l'ancien prisonnier préférerait « subir tout au monde plutôt que s'en remettre [à nouveau] à l'opinion » et ne plus accéder au monde intelligible (*ibid.*, 516e). S'il retourne dans la caverne, et propose la même expérience à ses anciens voisins, il risque pourtant d'être l'objet de moqueries ; on peut être tenté « de s'emparer de lui de quelque façon et de le tuer » (*ibid.*, 517a). À l'évidence, Platon ne peut que penser aux difficultés auxquelles sont confrontés les philosophes qui tentent d'aider les hommes à accéder au monde des Idées.

Pour fonder la Cité juste, les philosophes doivent avoir en vue une conception de l'idée du Bien (VI, 505a-510d), qui joue dans le monde intelligible le rôle du soleil dans le monde sensible. Elle éclaire l'intelligence, donne « leur être et leur essence » aux choses sensibles (*ibid.*, 508a-509d). Dans ce contexte, *La République* relève trois niveaux dans la connaissance afin d'insister sur la particularité dont bénéficie les philosophes : au plus bas niveau, c'est le règne de la confusion et de l'ignorance, vient ensuite l'opinion (l'apparence) qui ne donne accès qu'au monde des essences fixes (les seules perçues par les sophistes) ; au plus haut niveau, c'est la science (*épistémè*) où peut enfin se révéler la vérité. Le grand problème de l'éducation consiste à conduire les êtres humains hors de la confusion où ils sont, de les faire progresser. En tout cas, seuls les philosophes sont capables de percevoir distinctement les trois plans de connaissance.